

Débat national sur l'avenir de l'École

Débat sur le thème N° 1 :

Quelles sont les valeurs de l'École républicaine, et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Nombre de participants : moins de 50.

Animatrice : Le débat qui nous réunit aujourd'hui est un sujet d'actualité. Il pose la question de la nature des valeurs communes à l'École, à distinguer des opinions et convictions particulières.

Institutrice : Il faut remettre à l'ordre du jour dans les écoles le droit à l'erreur. On privilégie souvent la réussite en exerçant une pression forte sur les élèves. Ils ont le sentiment qu'ils n'ont plus le droit de se tromper. Or l'erreur fait souvent progresser.

Parent : L'école doit promouvoir des valeurs et donner des moyens aux enfants pour qu'ils puissent se débrouiller. Le droit à l'erreur c'est plus un outil qu'une valeur fondamentale de l'éducation.

An. : Le droit à l'erreur, c'est accepter les erreurs de l'autre. Cela fait donc partie du respect de l'autre, une des valeurs fondamentales de l'école.

Par. : La laïcité veut-elle dire la neutralité ?

Inst. : La neutralité est-ce ne pas admettre les signes de communautés, ou les accepter tous sans exclusive ?

Inst. : La laïcité, selon Jules Ferry, était de nier l'existence des religions. Une autre conception s'est fait jour, reconnaissant l'existence des religions. Les programmes prévoient ainsi (mais pas à l'école élémentaire) d'enseigner l'histoire des religions.

Inst. : En 5^{ème}, le tiers du programme d'histoire est consacré aux trois monothéismes.

Par. : La laïcité, c'est autre chose que la neutralité.

Par. : Qu'est-ce que les enfants peuvent penser de la neutralité, quand ils voient que les adultes ne sont pas neutres ?

Par. : Personne n'est neutre. La neutralité, pour ne pas être une notion abstraite et trop défensive, doit être vue comme une confrontation de points de vue, dans la pluralité.

Par. : La neutralité consiste à ce que l'école s'occupe exclusivement de la réussite scolaire des élèves. La laïcité, c'est que tous les enfants aient accès au savoir.

Inst. : Qu'est-ce qu'un signe ostentatoire ? Un voile n'est pas la même chose qu'une petite médaille de baptême.

Inst. : Concernant le voile, on fait beaucoup de bruit pour par grand chose. Il y a très peu de collèges où cela ne se passe pas bien. Une loi est inutile, puisqu'il en existe déjà une.

Par. : Le problème va au-delà de quelques cas isolés. Pour vivre ensemble il faut avoir des règles. Fixer des règles, c'est respecter l'autre.

Inst. : Peut-on exclure une gamine, et la priver ainsi d'éducation, parce qu'elle porte un voile ?

Par. : Quelle société veut-on ? A l'anglaise, c'est à dire une mosaïque de communautés, ou à la française, plus homogène. Dans ce dernier cas, il faut un certain nombre de barrières fortes.

On est en train de redécouvrir, à un autre niveau, les problèmes d'intégration qui se posaient à Jules Ferry à la fin du XIX^{ème} siècle.

Par. : La question est de savoir quel socle culturel doit transmettre l'école. Va-t-on apprendre aux enfants à vivre chacun dans son coin, ou tous ensemble ?

Par. : On braque les projecteurs sur les signes distinctifs religieux. Mais il y a aussi les marques. On devrait, aussi, parler de « laïcité économique ». L'uniforme permet de balayer ces différences économiques.

Par. : Les signes religieux n'ont pas la même résonance que les marques.

Inst. : J'ai constaté, en travaillant dans une ZEP « dure », que l'affichage des marques sur les vêtements est agressif pour ceux qui n'en ont pas. On en est venu à se poser la question de l'uniforme.

Inst. : L'uniforme ne peut pas tout régler : il ne recouvre pas les chaussures, la coupe de cheveux, etc. Par ailleurs, cela fait partie de nos programmes d'ouvrir les yeux des enfants sur les pressions commerciales, la publicité, etc. Et de leur apprendre les valeurs qui ont du prix.

Par. : Les marques sont portées par tous – blancs, blacks, beurs – elles présentent ainsi l'avantage de lisser les communautarismes.

Par. : Il ne faut oublier le sentiment de libération qu'ont éprouvé les enfants quand on ne leur a plus imposé la blouse, dans les années 60.

Par. : N'est-on pas en train d'inventer la vision mythique d'une école du passé qui était parfaite ? Il y a le risque que l'on revienne sur certains acquis : la mixité, l'uniforme, etc.

Par. : L'important, c'est le fond et non la forme ; l'éducation et non l'uniforme ou pas.

Par. : Dans le même ordre d'idées, il est bien que les enfants n'aient pas le droit d'amener des jeux de chez eux, pour ne pas faire une ségrégation entre ceux qui ont les moyens d'avoir des jouets coûteux et les autres.

Inst. : Cela pose la question des moyens. Pour occuper, dans les interclasses, les enfants s'ils n'ont pas le droit d'amener des jouets de chez eux, il faut que l'école ait les moyens d'en acheter. De même, l'apprentissage du comportement à la cantine, exige des moyens humains de surveillance. Les enfants comprennent bien les valeurs qu'on leur transmet quand ils sentent bien entourés. L'école a besoin de plus de moyens pour assumer la laïcité. Mais j'ai l'impression que les 22 questions posées dans le cadre de ce débat national nous mènent, au contraire, à une réduction des moyens de l'école.

Débat National Education Nationale

Question traitée	Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'École peuvent-ils favoriser la réussite scolaire ?
Date	Samedi 13 décembre de 9h à 11h
Participants	4 enseignant(e)s 4 représentants d'une association d'accompagnement scolaire 7 parents d'élèves 1 animatrice du débat

L'association X présente ses activités, et en particulier celles dans le cadre de l'accompagnement scolaire en maternelle et élémentaire:

- Suivi individualisé des enfants. Environ 60 bénévoles suivent des enfants entre une et trois fois par semaine en élémentaire. Les maternelles peuvent également être amenées à demander un suivi de certains enfants
- Centre de Loisirs
- Accompagnement au CMPP si les parents ne peuvent pas le faire eux-mêmes

L'accompagnement scolaire n'est qu'un « passage », un relais en attendant une prise en charge par les parents.

La remarque est faite que les associations d'accompagnement scolaire ne doivent pas se retrouver en concurrence avec les structures officielles, en particulier l'éducation nationale. Même si cette dernière devrait théoriquement faire le travail des associations, il y a de grandes chances que si c'était le cas il y aurait beaucoup à perdre, en particulier parce que ce qui fonctionne au niveau local ne marcherait pas nécessairement au niveau national, et par ailleurs la « qualité » du suivi (1 bénévole pour 1 enfant) ne serait sans doute pas maintenue.

Tout le monde s'accorde sur la nécessité de bien définir le rôle des parents ainsi que celui des enseignants : entre « maître=instruction et parents=éducation », et « les parents peuvent juger les enseignants » il faut trouver le juste milieu. Le regard que les parents portent sur l'école est primordial : la dévalorisation de l'école et des enseignants est un problème, à l'inverse il faut également que la famille de chaque enfant soit valorisée par l'école. Les enseignants font remarquer que les parents sont habilités à poser des questions et demander des explications, et insistent sur le fait qu'aucune critique ne doit être formulée en présence des enfants, ce que tout le monde approuve.

La question des relations parents-enseignants est posée : le fait qu'il n'y ait pas de plage horaire prévue officiellement pour cet échange est un problème : les conseils d'école ont des ordres du jour trop chargés pour permettre d'y laisser place à cette relation. Même si les parents n'ont pas tous le même désir (et/ou la même possibilité) d'investissement dans l'école, il y a besoin d'un temps pour l'échange non individualisé.

L'apprentissage des langues est évoqué : il faudrait faire de l'anglais en maternelle. Ceci est prévu actuellement en élémentaire, pas forcément en anglais d'ailleurs, mais la pratique pourrait être étendue à d'autres niveaux.

Les agendas des enfants le mercredi posent parfois problème : certains enfants n'ont pratiquement plus de temps libre, ce qui leur est pourtant indispensable.

Il serait nécessaire d'harmoniser les pratiques des enseignants concernant le travail à la maison : la loi de 1958 stipule qu'il ne doit pas y avoir de devoirs écrits en élémentaire, seulement des leçons à apprendre. Les enseignants font remarquer qu'avant l'entrée en 6^{ème} il est compréhensible d'habituer les enfants à des devoirs écrits afin d'aider à la transition, ce que les parents comprennent. Un aménagement par niveau élémentaire serait bienvenu.

Les études devraient être accompagnées, et non pas seulement surveillées comme elles le sont actuellement. Il faudrait par exemple plutôt un enseignant pour 10 enfants au lieu de 1 pour 30. De même pour les cantines, qui pourraient ainsi revêtir un caractère plus pédagogique

Les participants expriment leur scepticisme quant à ce débat national et se demandent si la question du jour n'aurait pas dû être plutôt « que fait l'éducation nationale pour favoriser la réussite scolaire des enfants ? ». Les participants sont unanimes pour dire que cette réussite doit rester l'objectif premier de l'éducation nationale.